

France-Bagneux: Software development services

OJ S 146/2015 31/07/2015

Contract notice

Services

Directive 2009/81/EC

Section I: Contracting authority/entity

I.1. Name and addresses

Official name: Centre d'essais en vol

Postal address: Ministère de la défense — Direction générale de l'armement — Direction technique — Service centralisé des achats techniques — 7-9 rue des Mathurins

Town: Bagneux

Postal code: 92221

Country: France

Contact person: Mme Sophie Lhoumeau

For the attention of: M. le chef du service centralisé des achats techniques

E-mail: sophie.lhoumeau@intradef.gouv.fr

Telephone: +33 442483525

Fax: +33 442483210

Internet address(es):

General address of the contracting authority/entity: <http://www.ixarm.com>

Address of the buyer profile: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Electronic access to information: <http://www.ixarm.com>

Additional information can be obtained from:

Official name: Centre d'essais en vol

Postal address: Procédure entièrement dématérialisée via l'adresse Internet de la PLACE. Les questions et les réponses de la personnes publique, si elles intéressent l'ensemble des candidats, seront portées à leur connaissance par mise en ligne sur la PLACE. Les candidats souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement des documents mis à leur disposition

Contact person: DGA/DT/SCAT/IS

For the attention of: Mme Sophie Lhoumeau

Telephone: +33 442483525

Internet address: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: Centre d'essais en vol

Postal address: Plis dématérialisés obligatoires. La présente publication est une procédure obligatoirement dématérialisée. Pour la remise éventuelle d'une copie de sauvegarde, voir la section Vi.3 informations complémentaires

Internet address: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

I.2. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

Defence

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities/entities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Accord cadre Physim (pour Physical Simulation): prestations logicielles dans le domaine de la simulation physique et des essais.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 13: Computer and related services

Main site or place of performance: Précisé à l'article Vi.3 Informations complémentaires.

II.1.3. Information about framework agreement

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with several operators

Maximum number Envisaged maximum number of participants to the framework agreement
: 10

Duration of the framework agreement

Duration in years: 4

Estimated total value of purchases for the entire duration of the framework agreement

Estimated value excluding VAT: 11 000 000 EUR

Frequency and value of the contracts to be awarded: Les besoins à satisfaire seront formalisés par des marchés subséquents à cet accord cadre. Ils seront notifiés après mise en concurrence des attributaires du lot concerné. Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

A titre indicatif, le nombre annuel de marchés subséquents est estimé à 9 pour le lot 1 et 8 pour le lot 2.

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

L'accord cadre est multi-attributaires et alloti. Il concerne la réalisation de prestations logicielles dans le domaine de la simulation physique et des essais au profit des centres de la Direction technique (DT) et du Centre d'analyse technico-opérationnelle de défense (CATOD) de la Direction générale de l'armement (DGA) en France métropolitaine.

Les marchés subséquents fondés sur cet accord-cadre pourront être:

- soit ordinaires,
- soit fractionnés à bons de commande en application de l'article 251 du code des marchés publics (CMP),
- soit mixtes comportant une part ferme et une part à bons de commandes en application de l'article 251 du CMP,
- soit fractionnés à tranches en application de l'article 248 du CMP.

Le présent projet d'accord cadre est soumis à la procédure négociée après publication préalable et mise en concurrence conformément aux dispositions des articles 201-i 1°, 34, 243 et 244 du code des marchés publics, en application de l'article 237 du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur impose le mode de transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

Nota: cette publicité est un appel à candidature; le dossier de consultation ne sera accessible qu'aux candidats retenus.

II.1.6. CPV code(s)

72262000 Software development services, 72231000 Development of software for military applications, 72212130 Aviation ground support and test software development services, 72212600 Database and operating software development services, 72212670 Real time operating system software development services

II.1.7. Information about subcontracting

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one or more lots

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

L'accord cadre comprend 2 lots distincts, traités par accord cadre séparé:

lot 1: prestations logicielles liées à l'ingénierie de simulation, aux systèmes d'armes et à l'interopérabilité,

lot 2: prestations logicielles liées au traitement des moyens d'essais.

Il sera conclu avec 10 attributaires maximum par lot.

Le présent accord cadre est passé sans montant minimum ni maximum. Le montant estimé pour 4 ans est de:

— 5 000 000 EUR HT pour le lot 1 et 1 250 000 EUR HT par année supplémentaire,

— 6 000 000 EUR HT pour le lot 2 et 1 500 000 EUR HT par année supplémentaire.

L'accord cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification puis pourra être reconduit annuellement pour une ou 2 années supplémentaires.

Cette durée s'entend comme période pendant laquelle peuvent être notifiés les marchés issus du présent accord cadre.

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: Reconduction tacite annuelle pour une ou 2 années supplémentaires à la suite de la première période de validité de 4 années (cf. li.2.3 «Reconduction»).

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: Range: between 0 and 2

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 48 (from the award of the contract)

Information about lots

Lot No: 1

Lot title: Prestations logicielles liées à l'ingénierie de simulation, aux systèmes d'armes et à l'interopérabilité

1) Short description

Les grands domaines de compétences requis sont: ingénierie de simulation, systèmes d'armes, avionique, ingénierie système et interopérabilité des systèmes (liaisons de données

tactiques).

Ceux-ci concernent les moyens d'essais et d'expérimentation suivants: bancs d'essais hybrides (guerre électronique, système de navigation, etc.), simulations pilotées (navire, aéronef, blindé, etc.), installations d'essais embarquées.

Les prestations attendues sont notamment: développement d'applicatifs nouveaux, modélisation pour la simulation de fonctions de système d'arme, capteurs, missiles, TMA préventive, curative, adaptative et évolutive des applications relevant du lot, déploiement d'application, paramétrage, gestion de configuration, rétro-ingénierie, documentation (manuels utilisateurs, développeurs, administration), formations sur site, soutien technique sur site, veille technologique, audit technique, réversibilité, conception d'architecture et de système informatique.

2) CPV code(s)

72262000 Software development services, 72231000 Development of software for military applications, 72212130 Aviation ground support and test software development services, 72212670 Real time operating system software development services

3) Quantity or scope

Le montant estimé pour 4 ans est de 5 000 000 EUR HT et 1 250 000 EUR HT par année supplémentaire.

4) Indication about different time frame or duration

Duration in months: 48 (from the award of the contract)

5) Additional information about lots

Exemples de besoins contractualisables pour ce lot:

- réalisation de moyens d'essais à forte composante informatique,
- travaux informatiques pour banc hybride (développement incluant la partie logicielle et matérielle),
- mise en place de protocoles d'échanges de données en temps réel,
- développement, adaptation d'interfaces entre un banc existant et le matériel à tester /expertiser,
- logiciels: développement d'IHM, d'applications non critiques, de drivers (LINUX, LINUX RT, Lynx OS, etc.),
- simulation pilotée, structure d'accueil, interopérabilité: MCO corrective et évolutive des logiciels, modélisation, développement d'environnement de simulation temps réel pour la validation d'un système de combat.

Reconduction tacite annuelle éventuelle du lot pour 1 ou 2 années supplémentaires.

Les compétences requises pour ce lot 1 sont définies dans le tableau dénommé "Compétences techniques requises pour le lot 1" téléchargeable sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Lot No: 2

Lot title: Prestations logicielles liées au traitement des moyens d'essais

1) Short description

Les grands domaines de compétences requis sont: traitement des données, traitement du signal, chaînes de mesures.

Ceux-ci concernent les moyens d'essais et d'expérimentation suivants: bancs d'essais hybrides, notamment dans le domaine de la radionavigation, dispositif de mesure pouvant concerner un banc fixe, un ensemble de capteurs, calculateurs embarqués sur système roulant ou un système de direction d'exercice ou d'expérimentation, outils d'enregistrement de données d'essais, outils d'exploitation temps réel et temps différé de données d'essais ou de

mesure.

Les prestations attendues sont notamment: TMA préventive, curative, adaptative et évolutive des applications relevant de la catégorie, développement de dispositifs de mesures complexes, incluant la partie logicielle et matérielle avec prestation intellectuelle prépondérante, de multiples sources de mesures (radar, vidéo, sons, etc.), mise en place de protocoles d'échanges de données en temps réel — TMA préventive, curative, évolutive de dispositifs de mesure existants, instrumentation et conduite d'un plan de mesures pour la qualification de dispositifs de mesure, étalonnage d'un banc, procédures d'étalonnage, documentation (manuels utilisateurs, développeurs, administration), formations sur site, soutien technique sur site, gestion de configuration, déploiement d'application, paramétrage, rétro-Ingénierie, veille technologique, audit technique, réversibilité, conception d'architecture et de système informatique.

2) CPV code(s)

72262000 Software development services, 72231000 Development of software for military applications, 72212900 Miscellaneous software development services and computer systems, 72212670 Real time operating system software development services

3) Quantity or scope

Le montant estimé pour 4 ans est de 6 000 000 EUR HT et 1 500 000 EUR HT par année supplémentaire.

4) Indication about different time frame or duration

Duration in months: 48 (from the award of the contract)

5) Additional information about lots

Exemples de besoins contractualisables pour ce lot:

- travaux informatiques pour banc hybride (logiciels d'exploitation & d'archivage, etc.),
- logiciels: portages d'applications de traitement et l'exploitation des données d'essais vers des logiciels d'exploitations de données du commerce (ex: DynaWorks®),
- simulation pilotée, structure d'accueil, interopérabilité: développement logiciel (acquisition, traitement, stockage de données, etc.), outils d'exploitation temps réel et/ou temps différé des données d'essais (domaine aéronautique et marin).

Reconduction tacite annuelle éventuelle du lot pour 1 ou 2 années supplémentaires.

Les compétences requises pour ce lot 2 sont définies dans le tableau dénommé "Compétences techniques requises pour le lot 2 " téléchargeable sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Le financement des marchés issus de l'accord cadre est assuré par des ressources budgétaires de l'État. Le régime des paiements des marchés subséquents issus de l'accord cadre (versements d'avance, acomptes et soldes) sera conforme aux dispositions des articles 259 à 281 du code des marchés publics.

Les marchés subséquents à l'accord cadre seront traités à prix forfaitaires définitifs ou à prix unitaires définitifs. Les modalités de variation des prix seront indiquées dans le CCAP du

marché subséquent concerné.

Le délai de paiement des marchés subséquents est de 30 jours maximum et mis en œuvre conformément au décret n° 2013-269 du 29.3.2013. Le mode de règlement est le virement.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Conformément à l'article 231 du code des marchés publics, les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques.

La forme du groupement sera solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter pour un seul et même lot de l'accord cadre plusieurs offres en agissant à la fois:

- 1° en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- 2° en qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition du groupement peut être modifiée et il est possible d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du nouveau groupement, présenté au stade des offres, ont été autorisés au stade des candidatures à présenter une offre et le groupement nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

III.1.4. Other particular conditions to which the performance of the contract is subject, in particular with regard to security of supply and security of information

Conformément à l'article 227 du code des marchés publics, les documents de la consultation comporteront des exigences relatives à la sécurité des informations.

III.1.5. Information about security clearance

Candidates which do not yet hold security clearance may obtain such clearance until:
31.5.2016

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Personal situation

Criteria regarding the personal situation of economic operators (that may lead to their exclusion) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Le candidat (ou le groupement) devra renseigner dans leur intégralité les formulaires DC1 et DC2 accessibles sur le site <http://economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Le candidat (ou le groupement) devra fournir le pouvoir autorisant le (ou les) signataire(s) à engager la (ou les) société(s).

Le candidat devra fournir tout renseignement ou document justifiant de sa nationalité.

Si le candidat (ou le groupement) s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour justifier de ses capacités, se reporter au paragraphe Vi.3 «Informations complémentaires».

Criteria regarding the personal situation of subcontractors (that may lead to their rejection) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Tout sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31.12.1975 relative à la sous-traitance doit faire l'objet d'une déclaration au pouvoir adjudicateur, en renseignant impérativement le formulaire DC4 accessible sur le site, <http://economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

III.2.2. Economic and financial ability

Criteria regarding the economic and financial standing of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions: — Le candidat devra renseigner la rubrique D-1 du formulaire DC2 précité.

— Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et les effectifs du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années.

Si le candidat (ou le groupement) s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour justifier de ses capacités, se reporter au paragraphe Vi.3 «Informations complémentaires».

Criteria regarding the economic and financial standing of subcontractors (that may lead to their rejection)

List and brief description of conditions: Cette information peut être fournie en complétant le bloc H du formulaire DC4 précité.

III.2.3. Technical and/or professional capacity

Criteria regarding the technical and/or professional ability of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions:

Pour chaque lot pour lequel ils soumissionnent, les candidats doivent produire un dossier permettant d'évaluer leur expérience et leurs capacités à satisfaire les compétences techniques identifiées dans les tableaux dénommés «Compétences techniques requises pour le lot 1» et «Compétences techniques requises pour le lot 2» téléchargeables sur la PLACE (pour télécharger ces documents, se reporter au paragraphe vi 3 «informations complémentaires»).

Ce dossier à produire doit comporter les documents suivants:

— la présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des 5 dernières années, indiquant notamment, le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,

— une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique, des effectifs du personnel et de son savoir-faire ou des sources d'approvisionnement dont il dispose pour exécuter les prestations du lot considéré, faire face à d'éventuelles augmentations des besoins ou assurer la maintenance, la modernisation ou les adaptations des fournitures faisant l'objet du marché avec une indication de leur implantation géographique lorsqu'elle se trouve hors du territoire européen,

— l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite de travaux de même nature que celle du lot de l'accord-cadre considéré.

Si le candidat (ou le groupement) s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour justifier de ses capacités, se reporter au paragraphe Vi.3 «Informations complémentaires».

Minimum level(s) of standards possibly required

Le candidat doit justifier ses compétences techniques en complétant, pour chaque lot auquel il candidate, le tableau associé dénommé «Compétences techniques requises pour le lot 1» (cas du lot 1) et «Compétences techniques requises pour le lot 2» (cas du lot 2).

Les niveaux de compétence minimum nécessaires pour couvrir le périmètre de chaque lot sont indiqués dans les tableaux dénommés «Compétences techniques requises pour le lot 1» et «Compétences techniques requises pour le lot 2» téléchargeables sur la PLACE (pour télécharger ces documents, se reporter au paragraphe vi 3 «informations complémentaires»).

Les candidats n'ayant pas démontré, par tout moyen, leurs compétences au niveau minimum requis, par lot, seront éliminés. et l'absence de réponse à une compétence est éliminatoire.

Criteria regarding the technical and/or professional ability of subcontractors (that may lead to their rejection)

List and brief description of conditions:

Les sous-traitants pour justifier de leurs capacités devront fournir les mêmes renseignements que ceux qui sont exigés des candidats à l'accord-cadre principal.

Minimum level(s) of standards possibly required

Les sous-traitants, n'ayant pas démontré par tout moyen leurs capacités ou compétences dans chacun des domaines relatifs aux prestations sous-traitées, seront rejetés.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction has been used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

FD1400499EV.

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4.

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

* Candidat s'appuyant sur d'autres opérateurs économiques:

— si le candidat (ou le groupement) s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, il devra fournir pour chacun de ces opérateurs, les mêmes renseignements que ceux qui lui sont demandés par le pouvoir adjudicateur. Il produira en outre un engagement écrit de chacun de ces opérateurs Pour justifier qu'il dispose des capacités de chacun de ces opérateurs pour l'exécution du lot considéré de l'accord-cadre. À ce titre, le candidat renseignera la rubrique E du DC2 accessible sur le site: <http://economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> Il indiquera notamment la nature des prestations qu'il sous-traitera dans cette même rubrique.

* Information sur la sous-traitance:

— il est précisé que pour le présent avis, le terme «sous-traitant» s'entend comme l'opérateur économique avec lequel le titulaire du marché conclut, aux fins de la réalisation de celui-ci, un contrat de sous-traitance au sens de la loi n° 75-1334 du 31.12.1975 relative à la sous-traitance (articles 277 et 278 du code des marchés publics),
— les contrats de sous-traitance au sens de la loi n° 75-1334 du 31.12.1975 relative à la sous-traitance feront l'objet d'une acceptation dans les conditions prévues aux articles 277 et 278 du code des marchés publics,
— afin de permettre cette acceptation, le soumissionnaire présentera à la personne publique avec son offre ou après le dépôt de son offre la déclaration mentionnée à l'article 277 du code des marchés publics pour les contrats de sous-traitance au sens de la loi n° 75-1334,
— le rejet d'un sous-traitant ou d'un sous contractant ne présentant pas le caractère de sous-traitant n'est possible que dans les cas définis à l'article 278 du code des marchés publics,
— les capacités techniques, professionnelles et financières demandées aux sous-traitants sont celles exigées des candidats au marché principal et qui sont objectivement rendues nécessaires par l'objet du contrat de sous-traitance et la nature des prestations à réaliser. Cet examen pour chaque sous-traitant s'effectuera au regard des mêmes renseignements que ceux exigés au lli.2 du présent avis pour le candidat au marché principal.

* Opérateurs économiques des pays tiers à l'UE ou à l'EEE:

— conformément à l'article 215 I du code des marchés publics, la présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen.

*Accord-cadre avec accès à des ISC:

— la recevabilité de la candidature est subordonnée au respect des dispositions mentionnées dans le titre VI de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 30.11.2011 portant approbation de ladite instruction, et dénommée ci-après l'instruction,

— les marchés subséquents issus de cet accord cadre sont susceptibles de traiter d'informations classifiées. Les candidats fourniront (sous peine de rejet de leur candidature) les renseignements et documents relatifs à leur habilitation conformément aux dispositions de l'instruction précitée.

Le projet d'accord-cadre faisant l'objet du présent A.A.P.C nécessite l'accès à des informations classifiées:

— au niveau Secret Défense pour le lot 1;

— au niveau Confidentiel Défense pour le lot 2.

Seule une entreprise bénéficiant d'une habilitation à connaître de telles informations peut être autorisée à obtenir cet accord cadre, conformément aux dispositions de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 30.11.2011 portant approbation de ladite instruction, et dénommée ci-après l'instruction.

Éléments relatifs à l'habilitation:

une entreprise candidate non habilitée doit fournir en trois exemplaires:

— un dossier complet de demande d'habilitation avec les pièces justificatives conformément à l'arrêté du 30.11.2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (annexe 11 de ladite instruction).

Une entreprise candidate habilitée doit fournir:

— la copie de l'attestation d'habilitation en vigueur émise par DGA/SSDI (Si l'entreprise ne possède pas le document, une attestation sur papier libre signée par une personne habilitée à engager la société rappelant les références complètes de la dernière décision d'habilitation de l'entreprise (référence de la décision, date de début et de fin de l'habilitation, niveau de classification),

— une attestation de non changement de la personne morale depuis la date émise sur la décision d'habilitation, signée d'une personne habilitée à engager la société (modèle disponible sur www.ixarm.com),

ou,

— les éléments d'actualisation du dossier d'habilitation de la personne morale, si un changement est intervenu (en 3 exemplaires).

Pour les entreprises étrangères, les habilitations des candidats devront pouvoir être vérifiées auprès de leurs autorités nationales de sécurité dans un délai d'un mois. Les habilitations des candidats ressortissants de pays avec lesquels la France ne dispose pas d'un accord de sécurité ne sont pas admises.

Ces documents doivent parvenir au plus tard, à la date limite fixée dans le présent avis pour la réception des candidatures, dans une enveloppe intérieure libellée à l'attention du service de la sécurité de défense et des systèmes d'information (SSDI) de la DGA sur laquelle est indiquée la mention de la société et l'objet de la consultation, à l'adresse suivante:

DGA/SSDI/DO SD/BCI

7-9 rue des Mathurins

92221 BAGNEUX Cedex

Les imprimés, la liste des pièces constitutives du dossier d'habilitation ainsi que des informations complémentaires sur les habilitations sont disponibles dans la rubrique «marchés/procédures et documentations marchés publics/protection du secret/habilitation /habilitation des entreprises/conditions d'habilitation de la personne morale» ou sur www.achats.defense.gouv.fr dans la rubrique «Marchés & opportunités/Procédures et

documentation marchés publics/Protection du secret — habilitation» sur www.ixarm.com ou sur www.achats.defense.gouv.fr

Contact concernant les dossiers de demande d'habilitation: téléphone: +33 146196955 — elisabeth.brindou@intradef.gouv.fr

A défaut d'avoir fourni ces documents, l'entreprise sera réputée avoir renoncé à demander son habilitation pour l'accès à cet accord-cadre:

— lieu principal d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation des services,

— dans les locaux du titulaire ou de ses éventuels sous-contractants,

— sur tous les sites de la Direction technique (DT) de la Direction générale de l'armement (DGA) en France métropolitaine: Istres (13), Bourges (18), Val de Reuil (27), Balma (31), Cazaux (33), St-Médard-en-Jalles (33), Bruz (35), Biscarrosse (40), Toulon (83), Saclay (91), Vert-le-Petit (91),

— sur le site du Centre d'analyse technico-opérationnelle de Défense (CATOD) à Arcueil (94).

*Modalités de téléchargement des tableaux dénommés «Compétences techniques requises»: ces tableaux doivent être téléchargés sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.ixarm.com et www.achats.defense.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures, soit en téléchargement anonyme.

Pour accéder à ces tableaux, les candidats devront renseigner:

— le ministère concerné: Défense;

— le site concerné: DGA SCAT Istres;

— la référence de la consultation: Fd1400499ev.

*Présentation du projet:

une présentation de ce projet d'accord-cadre sera faite sur 2 sites:

— a Arcueil à l'adresse suivante: DGA formation — sous sol du bâtiment 169 — salle Treuille de Baulieu — 16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or 94114 Arcueil Cedex,

— a Istres à l'adresse suivante: DGA Essais en Vol site d'Istres 13804 Istres.

La présence des candidats à cette présentation n'est pas obligatoire. Chaque société candidate peut être représentée par 2 personnes au maximum et ne peut assister qu'à une des présentations.

Deux créneaux horaires par site sont proposés:

Istres:

— le mardi 15.9.2015 de 9:30 à 12:30,

— le mardi 15.9.2015 de 14:00 à 17:00.

Les visiteurs devront se présenter à l'entrée principale de la base aérienne 125 d'Istres, guichet de DGA. Essais en vol, munis obligatoirement de leur carte d'identité ou de leur passeport, le seul permis de conduire ne constituant pas une pièce suffisante (prévoir 30 min avant l'heure prévue).

Attention: la capacité de la salle retenue pour la présentation du mardi 15.9.2015 matin du projet à Istres étant limitée, l'acceptation des inscriptions pour le matin se fera au fur et à mesure de l'arrivée des demandes d'inscription. Au-delà de la capacité de la salle, les inscriptions seront transférées pour la présentation de l'après midi, les candidats en seront informés en retour.

Arcueil:

— le jeudi 17.9.2015 de 9:30 à 12:30,

— le jeudi 17.9.2015 de 14:00 à 17:00.

L'accès à la salle Treuille de Baulieu du site d'Arcueil est libre. Néanmoins, la fiche de visite jointe doit être complétée pour le service sécurité du site.

La fiche de visite jointe est à compléter par chaque candidat souhaitant assister à la

présentation du projet (à Istres ou à Arcueil) et à renvoyer via la PLACE avant le mercredi 9.9.2015 18:00.

Cette fiche doit être téléchargée sur la plateforme des achats de l'État (Place) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.ixarm.com et www.achats.defense.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures, soit en téléchargement anonyme.

Pour accéder à cette fiche, les candidats devront renseigner:

- le ministère concerné: défense,
- le site concerné: DGA SCAT Istres,
- la référence de la consultation: Fd1400499ev.

* Modalités de transmission des candidatures:

- les candidatures (hors dossier d'habilitation détaillé ci-dessus) doivent être transmises exclusivement par voie électronique, via la plateforme des achats de l'État (Place). Les modalités de transmission des candidatures sont disponibles sur www.ixarm.com rubrique «Marchés», sous-rubrique «Procédure et documentation marchés publics», fichier «Modalités de transmission des candidatures au SCAT». «En cas de difficultés pour accéder à ce fichier, le candidat peut s'adresser au point de contact mentionné en rubrique I.1 du présent avis.»
- de plus, conformément à l'article 237 du code des marchés publics, 1 copie de sauvegarde pourra être envoyée, à l'adresse suivante avant la date limite fixée pour la remise des candidatures: DGA/DT/SCAT site d'Istres 13804 Istres Cedex.

* délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre:

- le délai de validité des offres sera indiqué dans les documents de la consultation.

* Langue:

Conformément à l'article 219 V du code des marchés publics, les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

* Informations complémentaires relatives aux conditions de participation:

- afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la situation juridique et la capacité économique, financière, technique et professionnelle minimale requise en vue de la sélection des candidatures, il est impérativement demandé aux candidats de fournir, sous peine de rejet de la candidature, les formulaires DC1 et DC2 dûment renseignés ainsi que le cas échéant le (les) formulaire(s) DC4,
- la lettre de candidature et les déclarations sur l'honneur doivent être impérativement signées par une personne habilitée à engager l'opérateur économique (ou le groupement d'opérateurs économiques) sous peine de rejet de la candidature.
- un candidat qui fait une fausse déclaration pourra être sanctionné au titre de l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 27.7.2015.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Postal address: 2-4 boulevard de l'Hautil, BP 30322

Town: Cergy-Pontoise Cedex

Postal code: 95027

E-mail: greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Telephone: +33 130173400

Fax: +33 130173459

Internet address: <http://www.cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du tribunal administratif de Cergy-Pontoise (voir coordonnées ci-dessus)

VI.5. Date of dispatch of this notice

27.7.2015